

Job Vacancies in CAR

<https://jobscar.info/poste/minusca-responsable-des-droits-de-lhomme-expatrie/>

MINUSCA – Responsable des droits de l'homme (Expatrié)

Description

Mission et objectifs

Préoccupé par la crise sécuritaire, humanitaire, des droits de l'homme et politique en République centrafricaine et ses implications régionales, le Conseil de sécurité a autorisé en avril 2014 le déploiement d'une opération multidimensionnelle de maintien de la paix des Nations Unies, la MINUSCA, avec la protection des civils comme priorité absolue. Ses autres missions initiales comprenaient le soutien au processus de transition ; la facilitation de l'aide humanitaire ; la promotion et la protection des droits de l'homme ; le soutien à la justice et à l'état de droit ; et les processus de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement. Cette mission nouvellement créée a intégré le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA). Les effectifs actuels de la MINUSCA s'élèvent à 11 650 militaires et 2 080 policiers, et sa mission stratégique est de créer les conditions politiques, sécuritaires et institutionnelles propices à une réduction durable de la présence des groupes armés et de la menace qu'ils représentent. Voir <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/minusca/>.

Contexte

Préoccupé par la crise sécuritaire, humanitaire, des droits de l'homme et politique en République centrafricaine et ses implications régionales, le Conseil de sécurité a autorisé le 10 avril 2014 le déploiement d'une opération multidimensionnelle de maintien de la paix des Nations Unies – la MINUSCA – dont la protection des civils constitue la priorité absolue. Ses autres missions initiales comprenaient le soutien au processus de transition ; la facilitation de l'aide humanitaire ; la promotion et la protection des droits de l'homme ; le soutien à la justice et à l'État de droit ; et les processus de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement. La mission nouvellement créée a absorbé le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) à la date de sa création et doit prendre la relève de l'opération de maintien de la paix dirigée par l'Union africaine – la MISCA – en matière militaire et policière à compter du 15 septembre 2014.

Autres informations

Conditions de vie et remarques

La République centrafricaine est un lieu d'affectation déconseillé aux familles, où la sécurité et l'environnement de travail sont difficiles. Les consignes de sécurité du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) doivent être strictement respectées dans tous les lieux d'affectation. Le niveau de sécurité du pays est compris entre 3 et 5, limitant les déplacements aux seuls voyages officiels. Un couvre-feu est actuellement en vigueur de 20 h à 5 h. Le pays est enclavé, les possibilités de déplacement sont très limitées et il est entouré de pays instables et en proie à des problèmes de sécurité (Cameroun, Tchad, RDC, Soudan, Soudan du Sud). La situation sociopolitique est instable, avec des troubles sociaux et des griefs, en particulier à Bangui, la capitale. Les fréquentes grèves des fonctionnaires

Organisme employeur
MINUSCA

Lieu du poste
Kaga-Bandoro, République
Centrafricaine

Date de publication
17/03/2025

Valide jusqu'au
31.03.2025

entraînent des interruptions dans les services de santé, d'éducation et de service public, en raison d'années de salaires impayés. Les coupures de courant sont monnaie courante, ce qui engendre l'insécurité dans la ville. La population de Bangui, y compris les expatriés, est préoccupée par la hausse de la criminalité, conséquence directe du coup d'État de mars 2013 perpétré par la SELEKA, une coalition de groupes rebelles, et des événements de décembre 2013 qui ont plongé le pays dans le chaos. Le pays dépend entièrement du port maritime camerounais, situé à 1 500 km, ce qui entraîne des pénuries régulières de produits de première nécessité. Le trajet en camion de Douala (Cameroun) à Bangui dure en moyenne une semaine en raison du mauvais état des routes et des barrages routiers. Cette situation met le personnel à rude épreuve. Les infrastructures médicales sont très limitées et les services ne fonctionnent pas correctement. Les conditions de vie sont difficiles en raison du coût de la vie élevé et de la rareté des produits de première nécessité et de la nourriture. Des supermarchés proposant une grande variété de produits alimentaires et d'appareils électroménagers sont disponibles, mais ils sont coûteux. Des légumes et des fruits frais sont disponibles au marché. Il n'existe pas de maison d'hôtes de la MINUSCA à Bangui. Les possibilités d'hébergement privé sont limitées et trouver un logement conforme aux mesures de sécurité de l'ONU peut prendre plusieurs semaines. Le personnel de l'ONU à Bangui vit de l'économie locale en louant des appartements et des maisons. Par rapport à il y a quelques années, les logements sont plus nombreux, mais à des prix élevés. Le partage d'hébergement est recommandé. Actuellement, tous les Volontaires des Nations Unies en mission ont accès à un logement décent garantissant un confort minimum. Le coût mensuel moyen d'un logement varie d'environ 500 USD pour un petit appartement sans meubles, sans générateur électrique et sans eau courante, à 2 000 USD avec toutes les commodités. Un dispensaire des Nations Unies fournit des soins médicaux de base au personnel des Nations Unies et un hôpital des Nations Unies est opérationnel depuis août 2014. Un hôpital de niveau II, géré par une équipe médicale militaire, existe également. Seules quatre compagnies aériennes officiellement reconnues par le système des Nations Unies desservent le pays : Air France (deux fois par semaine), Royal Air Maroc (deux fois par semaine), Kenya Airways (trois vols par semaine) et Asky (trois vols par semaine). Les vols sont parfois annulés lorsque la situation sécuritaire devient instable. La ville de Kanga Bandoro (QG du Secteur Centre) est située au centre du pays, à 320 km de Bangui. Les conditions de vie y sont similaires à celles de Bria. Le programme de repos et de récupération (R&R) a été rétabli depuis août 2013 et est maintenu dans tous les lieux d'affectation centrafricains toutes les six semaines. La République centrafricaine est un pays unique, et la MINUSCA est une opération unique. Elle offre un environnement intéressant et enrichissant, mais exige également une bonne connaissance de la culture et de la sécurité, ainsi qu'une endurance et un engagement plus importants qu'ailleurs pour rendre la vie confortable et abordable.

Déclaration d'inclusivité

Le programme des Volontaires des Nations Unies est un programme d'égalité des chances qui encourage les candidatures de professionnels qualifiés. Nous nous engageons à promouvoir la diversité en matière de genre, de soins et de caractéristiques protégées. Adhérant aux valeurs du programme VNU, tous les Volontaires des Nations Unies s'engagent à lutter contre toute forme de discrimination et à promouvoir le respect des droits humains et de la dignité individuelle, sans distinction de race, de sexe, d'identité de genre, de religion, de nationalité, d'origine ethnique, d'orientation sexuelle, de handicap, de grossesse, d'âge, de langue, d'origine sociale ou de toute autre situation.

Note sur les exigences de vaccination contre la Covid-19

Les candidats sélectionnés pour certains groupes professionnels peuvent être

soumis à des exigences d'inoculation (vaccination), notamment contre le SRAS-CoV-2 (Covid-19), conformément à la politique applicable de l'entité hôte.

Avertissement d'arnaque

Les Nations Unies ne facturent aucun frais de candidature, de traitement, de formation, d'entretien, de test ou autres frais liés au processus de candidature ou de recrutement. Si vous recevez une demande de paiement de frais, veuillez ne pas en tenir compte. De plus, veuillez noter que les emblèmes, logos, noms et adresses sont facilement copiés et reproduits. Il vous est donc conseillé d'être particulièrement vigilant lorsque vous soumettez des informations personnelles sur Internet.

Responsabilités

Français Sous la supervision directe du Chef du Bureau des droits de l'homme et de son responsable désigné au sein du Secteur et/ou du Responsable du Bureau des droits de l'homme et dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués, le/la Volontaire des Nations Unies chargé(e) des droits de l'homme sera responsable des tâches suivantes :

- Rechercher et recueillir des informations relatives aux questions de droits de l'homme, y compris leurs dimensions de genre, à partir de diverses sources de données ; aider à l'analyse des informations, afin d'inclure l'impact sur la situation des droits de l'homme en RCA.
- Saisir tous les cas dans la base de données des droits de l'homme conformément aux normes des droits de l'homme et à sa méthodologie.
- Se tenir au courant des questions actuelles relatives aux droits de l'homme dans la région affectée, y compris les développements politiques et juridiques pertinents. – Contribuer à l'identification des questions/problèmes relatifs aux droits de l'homme, y compris leurs dimensions de genre, par le biais de recherches et d'analyses de qualité et de la préparation rapide des rapports, etc.
- Assurer la liaison avec les représentants du gouvernement, les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile, les agences des Nations Unies et d'autres partenaires pour créer des données de référence sur la situation des droits de l'homme dans la région affectée, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables.
- Participe avec d'autres responsables des droits de l'homme aux discussions avec les autorités compétentes et d'autres acteurs influents dans le but de mettre fin ou de prévenir les violations des droits de l'homme ou de demander aux autorités d'autres mesures correctives pour empêcher que des violations similaires ne se reproduisent à l'avenir.
- Rédige divers types de rapports relatifs aux questions de droits de l'homme.
– Participe à des programmes de formation aux droits de l'homme pour les responsables nationaux de l'application des lois, les représentants de la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits de l'homme afin de promouvoir le renforcement des capacités nationales.
- Examine les questions relatives aux droits de l'homme, y compris leurs dimensions de genre, et participe aux discussions avec d'autres responsables des droits de l'homme sur l'intégration de ces questions dans les efforts et programmes politiques, humanitaires et économiques.

Qualifications

Compétences et expérience

Au moins trois années d'expérience à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés dans le domaine des droits de l'homme, des affaires politiques, des relations internationales, du droit ou dans un domaine connexe. Une expérience en matière de surveillance et de communication de l'information sur les droits de l'homme est requise. Une expérience de travail au sein d'une opération de terrain du système commun des Nations Unies (y compris les missions de maintien de la paix, les missions politiques et les agences, fonds et programmes des Nations Unies) – ou d'une organisation internationale ou non gouvernementale similaire – en situation de conflit ou d'après-conflit est un atout. Une expérience de travail sur des questions thématiques relevant du mandat de la MINUSCA et/ou une expérience professionnelle en Afrique centrale sont souhaitables.

Domaine(s) d'expertise

Affaires juridiques, Développement communautaire, Programmes de développement

Niveau d'études requis

Master ou équivalent en droit, sciences politiques, relations internationales, sciences sociales ou dans un domaine connexe. Un diplôme universitaire de premier cycle assorti de deux années supplémentaires d'expérience qualifiante peut être accepté à la place du diplôme universitaire supérieur.

Langues

Français, Niveau : Courant, Requis Anglais, Niveau : Connaissances pratiques, Requis

Expérience pertinente

3 ans

Compétences et valeurs

Adaptabilité et flexibilité, Instauration de la confiance, Communication, Autonomisation des autres, Éthique et valeurs, Intégrité, Jugement et prise de décision, Professionnalisme, Autogestion, Travail en équipe.

Permis de conduire

4X4 requis

Bouton

POSTULEZ MAINTENANT